



WWF

NEWSLETTER

MAI

2012

© Christian Fischer, Farnburg



NO. 4: ON NE GASPILLE PAS QUE LES POISSONS | INFO EN 60-SECONDES: SUBVENTIONS
INTERVIEW: CHRISTIAN VERSCHUEREN | QUOI DE NEUF ?



À l'aube d'une ère nouvelle pour la pêche



Tony Long,
Directeur
Bureau des
politiques
européennes
WWF

La crise économique et financière nous aura au moins appris que l'ère de la surconsommation encouragée sans relâche par les médias et la publicité de masse au cours de ces 30-40 dernières années appartient au passé. Des attentes plus modestes et tenant compte de notre dépendance aux ressources naturelles deviendront la norme. Et l'utilisation efficace des ressources ainsi que la lutte contre le gaspillage seront au premier plan. C'est en produisant plus avec moins et en protégeant nos ressources au lieu de les surexploiter que nous trouverons de nouvelles sources d'innovation et d'emplois.

« La maîtrise des ressources n'est pas un luxe – c'est une nécessité absolue. »

Le secteur de la pêche ne fait pas exception à cette règle. Pendant des années, nos ressources financières ont été gaspillées au profit de pratiques de pêche dépassées ou non durables. Au lieu de réduire la surcapacité, des millions d'euros ont été affectés à la modernisation ou à la (Suite page 2)

ON NE GASPILLE PAS QUE LES POISSONS

De nombreuses campagnes de sensibilisation ont épinglé les rejets de poissons, mais des subventions pernicieuses coûtent aussi des millions d'euros.

Des stocks halieutiques sains représentent potentiellement d'énormes bénéfices pour la société. À condition que cette source d'emplois, de bénéfices et de nourriture soit convenablement gérée. Or, ce n'est pas le cas en Europe pour l'instant car la gestion responsable et durable des ressources naturelles n'a pas été associée à l'utilisation efficace des fonds. Les avantages des ressources halieutiques sont donc loin d'être totalement exploités. Les rejets ne sont jamais que la face la plus visible des gaspillages dans le secteur. Nous perdons aussi des millions d'euros financés par les contribuables à cause d'un système de subventions mal géré qui alimente la surpêche au lieu d'y mettre fin. Le WWF appelle les eurodéputés à voir dans la réforme de la PCP l'occasion de montrer au monde entier comment gérer de manière plus durable les ressources les plus précieuses, notamment en supprimant les pratiques les plus dispendieuses.

« La prochaine PCP doit instaurer une gestion plus décentralisée des stocks, qui incite tous les acteurs à associer au droit de pêche le devoir de pêche durable », explique Roberto Ferrigno du WWF. « C'est là la seule façon de mettre fin au gaspillage de nos ressources naturelles et financières et de sauver nos mers et nos zones de pêche. »

GASPILLER MOINS. POURQUOI ?

Ressources

Le gaspillage. Jusqu'à 60 % des prises européennes sont rejetées en mer en raison des quotas ou de techniques de pêche favorisant les captures accessoires, comme les juvéniles ou les espèces protégées/non

comestibles. Ces pertes pour l'écosystème marin ont un impact dévastateur sur l'environnement, mais engloutissent aussi des millions d'euros dont pourrait bénéficier la pêche de demain. (Suite page 2)

(Suite de la page 1) construction de bateaux toujours plus grands et plus rapides, pour pêcher des ressources de moins en moins nombreuses. Nos océans se retrouvent épuisés, le secteur n'est plus rentable et la flotte est surdimensionnée. Cependant, la politique commune de la pêche (PCP) n'est pas seulement confrontée à une mauvaise utilisation des ressources financières, elle souffre aussi de l'utilisation non durable des ressources naturelles. Les stocks halieutiques sont déjà menacés par la surpêche et une réglementation insuffisante. Aujourd'hui, 63 % des stocks halieutiques évalués de l'Atlantique du Nord-Est et 82 % des stocks méditerranéens sont ainsi victimes de la surpêche.

C'est l'occasion d'une décennie de mettre à profit la réforme de la PCP et de ses fonds pour stopper l'épuisement des ressources naturelles et financières. Cette réforme peut montrer à l'Europe et même au monde qu'il est possible de gérer de manière durable et responsable les ressources naturelles et économiques. Dans sa stratégie 2020, la Commission a reconnu que la construction d'une Europe plus efficace dans l'utilisation des ressources est « primordiale pour la sécurité économique et écologique de l'UE ». Mais ces belles paroles ne suffisent pas, il faut une nouvelle législation, de nouvelles politiques et de nouveaux instruments financiers.

« Une véritable réforme de la PCP pour une plus grande durabilité environnementale, économique et sociale – aux Membres du Parlement européen d'ouvrir la voie au changement ! »

La transformation du secteur de la pêche s'annonce difficile et douloureuse. Il faudra en effet trouver un nouvel équilibre entre les intérêts environnementaux, sociaux et économiques pour garantir la durabilité des zones de pêche et de leurs habitats dont dépendent les revenus des communautés de pêcheurs. Le Parlement européen a reçu le feu vert pour imaginer des pistes afin de garantir un avenir durable, rentable et solide au secteur de la pêche. Mesdames et messieurs les eurodéputés, nous vous faisons confiance pour relever ce défi.

Tony Long, Bruxelles



■ Les prises accessoires peuvent être réduites de 80 %.

La solution. En adoptant des engins et des pratiques de pêche plus sélectifs, les pêcheurs pourraient réduire, voire stopper en très peu de temps les prises accessoires et les rejets. D'ici 2015, des plans pluriannuels devraient également être adoptés par toutes les zones de pêche et cogérés par l'ensemble des acteurs du secteur, dont les pêcheurs. Ces plans doivent inclure des stratégies de lutte contre les captures non désirées et les rejets à l'horizon 2018.

Les saviez-vous ? Au Royaume-Uni, le « Projet 50% » a réduit en moyenne de 52 % les rejets des bateaux participants grâce à l'amélioration des engins de pêche traditionnels. La diminution des rejets, les économies de carburant et des poissons plus commercialisables sont autant d'avantages qui ont convaincu les pêcheurs.

Argent

Le gaspillage. En termes de subventions au secteur de la pêche, l'UE se place dans le trio de tête. En 2009, les subventions européennes directes et indirectes ont atteint 3,3 milliards d'euros. Or, on considère que plus de deux tiers de cette somme a eu un impact négatif sur l'environnement (figure page 3).

La solution. Le WWF demande que ces subventions soient exclusivement affectées à des activités axées sur la durabilité. L'idée est donc de réduire la surcapacité de la flotte européenne surdimensionnée et d'aider les communautés de pêcheurs dans la transition vers la pêche durable et la diversification de leurs activités génératrices de revenus.

Les saviez-vous ? En 2004, plus de 75 % des stocks halieutiques étaient « non rentables », la perte économique annuelle étant chiffrée à environ 38 milliards d'euros. Améliorer la gouvernance des zones de pêches maritimes permettrait à la société d'absorber une part substantielle de cette perte économique annuelle (Banque mondiale).

Jobs

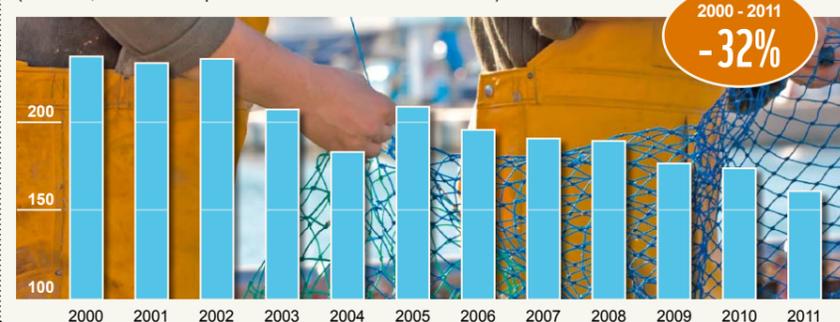
Le gaspillage. Les marges des pêcheurs européens sont de l'ordre de 3-6 %, contre près de 40 % en Nouvelle-Zélande. Sans réforme radicale de la PCP, les pertes d'emploi se poursuivront au taux annuel de 1-2 %.

La solution. Pour stabiliser le secteur de la pêche et le rendre plus rentable et attractif, il faut absolument reconstituer les stocks pour se situer au-delà du rendement maximal durable.

Les saviez-vous ? Depuis 2000, nous avons perdu un tiers des emplois marins de l'UE (pêche et aquaculture) à cause de la combinaison suivante : diminution des captures, une structure en âge biaisée et un manque de recrutement des jeunes pêcheurs.

Nombre d'emploi dans le secteur de la pêche

(UE – 27, Nombre d'emplois en ETP en mille. EuroStat 2012)



INFO EN 60-SECONDES: SUBVENTIONS



■ Ce bateau a englouti la somme incroyable de 6,2 millions d'euros en subventions à la construction et de 132 000 euros en aides à la modernisation

Le problème

Les zones de pêche européennes étaient jadis parmi les plus productives au monde. Mais 30 années de politique commune de la pêche (PCP) ont épuisé les ressources halieutiques, dégradé les écosystèmes et porté atteinte aux espèces et habitats. Conséquence de la surcapacité généralisée de la flotte européenne, 3 stocks pêchés sur 4 sont à des niveaux au-delà du rendement maximal durable (la quantité maximale de captures annuelles n'altérant pas la productivité du stock). La Commission européenne a reconnu que les subventions, en entretenant artificiellement une flotte surdimensionnée, ont contribué à ce déséquilibre.

L'incitateur

Sur la période 2007-2013, le Fonds européen de la pêche (FEP) devait axer les subventions sur la durabilité du secteur et non plus sur l'augmentation de la capacité. Comment ? En finançant la réduction de la flotte et en encourageant des activités plus respectueuses de l'environnement par exemple. La réalité fut bien différente. Le FEP souffre de problèmes multiples : règles floues, faibles garanties, retards de mise en œuvre, contrôles limités des aides publiques et défaut de suivi des États membres. Peu de fonds ont donc réellement été affectés à la réduction de la capacité et à la reconstitution des stocks et des écosystèmes. Comme l'a confirmé la Cour des comptes européenne dans

son rapport de décembre 2011, davantage de fonds ont été orientés vers les pratiques non durables, comme l'augmentation de la capacité de pêche.

Les dernières nouvelles

La Commission européenne a proposé de remplacer le FEP par le « Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche » (FEAMP) pour 2014-2020. Doté de 6,5 milliards d'euros, ce fonds doit, selon la Commission, promouvoir « la croissance et l'emploi dans le secteur ». La proposition prévoit : des fonds pour la modernisation des bateaux et des moteurs, le développement de l'aquaculture, la promotion pour la diversification des emplois et revenus locaux et l'aide à la planification de l'espace maritime.

Les solutions

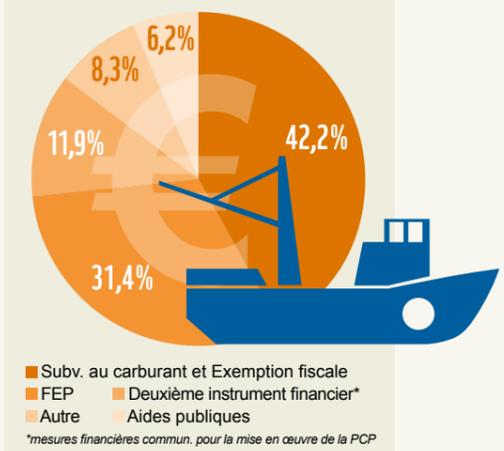
Que faut-il en penser? Certes, le FEAMP a ses forces et ses faiblesses. L'idée de supprimer les subventions à la construction de navires et au remplacement des moteurs est très bien accueillie. Par contre, financer la modernisation des flottes et des instruments de pêche et investir dans le développement de l'aquaculture pourraient poser problème en l'absence de mesures strictes de protection de l'environnement. Comme la flotte européenne est en nette surcapacité, tout soutien risque d'aggraver la surpêche. Il convient au contraire de financer la reconstitution des stocks halieutiques, de diminuer les prises

accessoires et les rejets, d'améliorer la traçabilité et de préserver les écosystèmes marins.

Le nouveau FEAMP doit booster l'amélioration de la planification, la gestion, le contrôle et la transparence. Pour une meilleure cohérence, éviter le gaspillage et garantir un impact réel, les changements apportés au nouveau fonds doivent trouver un écho dans les autres règlements en matière de subvention de la pêche comme les aides publiques nationales ou les accords de pêche.

Total des subventions européennes à la pêche en 2009

Répartition, en pourcentage, des 3,3 milliards d'euros de subventions directes et indirectes accordées au secteur de la pêche (UE-27) en 2009. (Schroeder et al. 2011, Oceana)



*mesures financières commun. pour la mise en œuvre de la PCP

INTERVIEW: CHRISTIAN VERSCHUEREN

EuroCommerce représente les secteurs du commerce international, de la distribution et du commerce de gros en Europe. Son directeur général nous dit pourquoi les distributeurs ont également besoin d'une réelle réforme de la PCP.



La réforme de la politique commune de la pêche (PCP) intéresse depuis longtemps les pêcheurs et les défenseurs de l'environnement. Qu'en pensent les distributeurs ?

Tony Long, du WWF, n'exagère pas quand il dit que nous avons « une occasion unique » d'améliorer l'efficacité de la politique européenne, tant au niveau de la chaîne d'approvisionnement (des pêcheurs aux consommateurs) que de l'environnement marin.

Et le rôle d'EuroCommerce dans cette réforme ?

Nous sommes membres de l'Alliance pour la réforme de la PCP, qui rassemble les entreprises du secteur et le WWF. Je souhaite nous voir plus actifs à ce niveau. Une Alliance peut avoir beaucoup d'impact ; elle permet de cibler les objectifs environnementaux et commerciaux en faveur d'une vraie réforme.

Une telle réforme de la PCP se justifie-t-elle sur le plan économique ?

Bien sûr. Vu la complexité de la chaîne d'approvisionnement, chaque maillon doit être impliqué dans le processus. Les entreprises ont déjà réalisé des avancées, en témoignent par exemple leurs objectifs en termes de produits certifiés durables. EuroCommerce entend promouvoir ces initiatives individuelles en appuyant l'ensemble du secteur en Europe. Une réforme peut contribuer à garantir la durabilité des stocks et nous permettre d'aller de l'avant ensemble. Et tel est le souhait des consommateurs.

De fait, selon un sondage du WWF, 88 % des Européens estiment que les produits de la pêche vendus dans l'UE doivent venir de stocks qui ne sont pas surexploités. Cela vous étonne ?

Pas vraiment. Nos consommateurs veulent en savoir toujours plus sur l'origine des aliments et les distributeurs ont ici un rôle à jouer. Attention toutefois à ne pas nous laisser emporter.

C'est-à-dire ?

La Commission européenne propose de nouvelles exigences en termes d'étiquetage, par exemple l'inclusion de la date de capture/ramassage. Si nous sommes en faveur d'une meilleure information aux consommateurs, nous ne pensons pas que cette information soit un plus, d'autant qu'elle augmenterait le prix des produits. Nous préconisons plutôt des dépenses intelligentes – une utilisation efficace des ressources pour reconstituer et protéger durablement les stocks, au bénéfice de tous.

Pour plus d'informations sur l'Alliance pour la Réforme de la Politique Commune de la Pêche: <http://www.wwf.eu/fisheries/industry/>



Pourquoi sommes-nous là

Pour mettre un terme à la dégradation de l'environnement naturel de notre planète et pour bâtir un avenir dans lequel les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

www.wwf.eu

Elise Pêtre | Chargée de projet pêche durable | WWF France | +33(0) 1 55 25 86 49 | epetre@wwf.fr • Anouk Delafortrie | Campaign & Communications Manager European Marine & Fisheries Policy | WWF Bruxelles | T: +32 2 743 8800 | adelafortrie@wwf.eu • Rédigé par David Burrows | davidgburrows@yahoo.co.uk • Edité par Stella Nemecky | stella.nemecky@wwf.de • © Copyright of WWF International | ® Trademark of WWF International | Imprimé sur 100% papier recyclé

QUOI DE NEUF ?

Réduction des rejets:

Responsabiliser davantage les pêcheurs permet de diminuer considérablement l'ampleur des rejets. En 2011, le Royaume-Uni a testé la mise en place de quota de capture avec télésurveillance en Mer du Nord.

Le résultat ? Des rejets de cabillauds et de soles réduits à 0,2%, contre respectivement 38% et 28% en 2010 ; et des captures de juvéniles négligeables.



© Arco Digital Images

Ces résultats sont « encourageants » et montrent que l'utilisation des technologies peut être une des solutions pour régler le problème des rejets et mieux contrôler les captures ; et que la responsabilité des pêcheurs les incite à pêcher de manière plus sélective.

Pour lire le rapport complet : <http://www.marinemanagement.org.uk/news/news/120410.htm>

GLOBE : Un débat sur la réforme de la PCP

Le 24 avril, l'« Organisation mondiale des législateurs pour un environnement équilibré » (GLOBE) a organisé un débat sur la réforme de la PCP à Berlin, au Bundestag. L'occasion, pour les représentants de tous les partis, le ministère, le WWF ainsi que d'autres ONG et associations de pêcheurs d'examiner la position allemande dans les négociations. En juin 2011, à Londres, une conférence des législateurs internationaux avait abouti à un projet de déclaration sur la PCP, disponible à l'adresse : <http://bit.ly/Kwou9A>. Pour soutenir cette déclaration, veuillez contacter M. Rafael Jiménez-Aybar, secrétaire exécutif de GLOBE par e-mail : rafael.aybar@globe-europe.eu